

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

BULLETIN INTERIEUR

SOMMAIRE

- I Compte rendu sommaire du Congrès extraordinaire (page I)
- II Session du Comité Central des 27 et 28 juin 1964
 - 1) Commentaire des travaux du C.C. (page 4)
 - 2) La situation en France et nos tâches (page 6)
 - 3) Compte-rendu du dernier plénum du C.E.I. et situation dans l'Internationale (page 20)

Juillet 1964

Prix : I. Franc

Déclaration de Ramos - sa cellule ne pouvait lui attribuer un mandat délibératif pour sa seule voix, elle devait se conformer aux règles établies pour tout le parti.

Déclaration de Mas -

3°) Vote sur les résolutions politiques

Résolution Frank-Ramos/ Pour : 13 Contre : 9 Abstention : 1

vote indicatif pour : Pierre, Bruno, Masson, Eric, Sandor

Résolution Michard/ Pour : 9 Contre : 13 Abstention : 1

vote indicatif pour : Clerc, Berry, Luisant, Maximo, Anselme

Résolution : "Le Congrès extraordinaire du P.C.I. décide de tenir un Congrès ordinaire au mois de novembre 1964 avec notamment à son ordre du jour la situation française et nos tâches".

vote à main levée/ Pour : 14 Contre : 0 Abstentions : 4

4°) Elections des organismes dirigeants

a) C.C. - Proposition Pierre : C.C. composé de 17 membres (11 majoritaires, 6 minoritaires) et 6 suppléants (4 majoritaires, 2 minoritaires)

Pour : 13 Contre : 10

Proposition adoptée.

La liste suivante de 17 membres et 6 suppléants a été adoptée unanimement :

Titulaires = Pierre, Ramos, Robert, Max, Laurent, Cadot, Audran, Eric, Sandor, Arnold, Ivin, Privas, Lenoir, Maurel, Michard, Berry, Dumas.

Suppléants = Masson, Claus, Alfred, Colotte, Luisant, Jean.

Observation de Cadot - La nomination du cde Privas me paraît irrégulière, vu le vote sur les mandats

Réponse de Frank - L'observation du cde Cadot est juste, mais je pense qu'il ne faut pas s'arrêter à ce cas, pour assurer une détente et une collaboration après ce Congrès.

b) Commission de contrôle : Bruno, Leroux, Anselme

Adoptée unanimement.

5°) Résolution présentée unanimement par la commission sur la situation intérieure de l'Internationale

- sur demande de Pierre, il est précisé que les mesures dont il est demandé la levée ne visent pas la déclaration publique parue dans Q.I. :

Résolution du Congrès extraordinaire du P.C.I.

"Le Congrès extraordinaire du P.C.I. approuve la résolution suivante proposée par des camarades appartenant aux deux tendances.

"Le Congrès affirme sa volonté de tout faire avec la plus grande bonne volonté pour préserver l'unité de l'Internationale, gage de la force et de l'audience des trotskystes.

"Dans ce but, affirme son attachement à l'application du centralisme démocratique,

"demande à la minorité internationale d'appliquer la discipline internationale et à la majorité de faire en sorte que la minorité ne puisse se sentir limitée dans ses droits.

"Considère que la discussion doit avoir lieu dans des conditions permettant une saine approche des problèmes, évitant les conflits formels et toute initiative de nature à mettre en cause l'unité de notre mouvement.

"Invite en conséquence tous les militants de l'Internationale à oeuvrer dans le sens d'une détente, d'une normalisation des relations entre les tendances qui doit sauvegarder la libre confrontation des opinions divergentes dans les limites compatibles avec le bon fonctionnement de l'organisation et le nécessaire équilibre de son activité.

"Formule les propositions suivantes :

1°) que la minorité internationale s'engage à ne pas exprimer publiquement des positions contraires aux résolutions adoptées par le Congrès mondial, et que la direction internationale ne prenne aucune sanction à l'égard de la minorité.

2°) en ce qui concerne la revue "Sous le drapeau du socialisme", les mesures prises à son encontre étant levées, qu'un comité de rédaction commun S.U.-Commission africaine, assure la direction de cet organe dans le cadre de l'orientation définie par le dernier Congrès mondial.

3°) demande au C.E.I. d'ouvrir une discussion publique sur le conflit sino-soviétique.

Procès-verbal sommaire

1^{ère} séance (samedi matin)

- Election du Présidium : Maréchal, Berry, Laurent.
- Nomination de la Commission des mandats : Pierre, Lenoir, Maréchal, Jean, Cadot.

I) Discussion sur la crise du communisme international

- a) Rapport de Michard
- b) Contre-rapport de Pierre Frank

2^{ème} séance (samedi après-midi)

Discussion - Interventions des camarades Berry, Eric, Arsène, Fournier, Mas, Alfred, Privas, Anselmo, Arnold, Ramos.

3^{ème} séance (dimanche matin)

Suite de la discussion - Interventions des camarades : André, Claus, Dumas, Mauroi, Sandor, Victor, Lenoir, Audran.

- Désignation d'une commission pour préparer un texte sur la situation intérieure du mouvement.

Suite de la discussion - Intervention des camarades : Adair, Maréchal.

Lecture de la lettre du cdo Marc.

4^{ème} séance (dimanche après-midi)

Réponse du camarade Pierre

Réponse du camarade Michard

2^o) Rapport de la Commission des mandats

- a) 23 mandats acceptés unanimement sans contestation
- b) mandats des camarades d'Algérie : Pour : 10 - Contre : 11 - Abstentions : 2
mandats repoussés.

La résolution suivante proposée par Pierre Frank est introduite dans le procès-verbal comme déclaration des camarades qui ont repoussé les mandats d'Algérie :

"Etant donné que les membres de la IV^e Internationale résidant en Algérie constituent le "groupe européen d'Alger" qui a reçu au Congrès mondial un mandat délibératif au même titre qu'une section de l'Internationale, qu'il est contraire à la structure de l'Internationale qu'un camarade puisse avoir le droit de vote dans deux sections ou groupes affiliés à l'Internationale;

"étant donné aussi que l'activité des camarades se trouvant en Algérie n'est en aucune façon directement décidée par le Congrès du P.C.I. et par les organismes élus par ce Congrès,

"le Congrès du P.C.I. décide qu'il ne peut être accordé aux camarades d'Alger de mandat délibératif à ce Congrès, et qu'il leur revient uniquement un mandat consultatif au même titre qu'à toute section ou groupe adhérant à la IV^e Internationale".

- Déclaration de Privas -

"Le vote qui vient d'intervenir refusant le mandat des camarades de la section française militant en Algérie instaure pour la première fois dans le Parti la seule légalité de la majorité. J'attire l'attention des camarades de la majorité sur la gravité de l'acte qu'ils viennent de commettre. Car, à partir d'une telle décision, il pourrait s'instaurer dans l'organisation un régime arbitraire basé exclusivement sur les besoins de la majorité conjoncturelle.

"Au nom de ceux qui ont voté pour le respect des droits des membres du Parti, qui se sont engagés dans la tâche de militer directement au sein de la révolution coloniale, nous en appellerons au C.E.I. pour casser ce vote".

c) mandat attribué au cdo Mas par sa cellule

Vote : Pour : 10 - Contre : 11 - Abstentions : 2
mandat refusé.

4°) mandate le C.C. et le B.P. du Parti pour établir des rapports de collaboration étroite avec la Commission africaine, par des consultations et des contacts permanents, par une collaboration régulière dans la presse du Parti, par une synchronisation de notre activité dans les secteurs d'activité commun".

Vote : Pour : 21 Contre : 0 Abstentions : 2

vote indicatif Pour : Ramos, Masson, Eric, Sandor, Privas, Maurel, Luisant, Bruno, Leroux, Anselme.

Abstention : Berry

Refus de vote : Pierre

Absent : Ivin

- Déclaration de Pierre : "comme membre du C.E.I., je ne prends pas part au vote d'une résolution sur une question qui sera bientôt discutée par celui-ci"

- Déclaration de Berry : "je vote contre cette résolution car je n'ai aucune confiance dans la volonté de la direction actuelle de l'Internationale de faire le possible pour préserver l'unité de l'organisation. Le vote de P. Frank me confirme totalement dans cette opinion".

Clôture du Congrès

Comité Central.

a) Election du B.P.

b) Fixation de la date du prochain C.C.

Résolutions politiques

Les résolutions politiques soumises au vote du Congrès sont celles qui ont été publiées dans le Bulletin Intérieur : . Nous ne les reproduisons donc pas dans ce bulletin.

Tableau des votes

- 1) Validation des mandats d'Algérie : 10 pour, 11 contre, 2 abstentions. Rejeté.
- 2) Validation du mandat de Mas : 10 pour, 11 contre, 2 abstentions. Rejeté.
- 3) Résolutions politiques :
 - a) résolution Frank-Ramos : 13 pour, 9 contre, 1 abstention. Adoptée.
 - b) résolution Michard : 9 pour, 13 contre, 1 abstention. Rejetée.
- 4) Proposition Pierre relative à la composition du C.C. : 13 pour, 10 contre. Adoptée.
- 5) Résolution sur la situation intérieure de l'Internationale : 21 pour, 2 abstentions. Adoptée.

Commentaire des travaux du C.C.

Le Comité Central du parti s'est réuni les 27 et 28 juin. Il a discuté de la situation française et des tâches à la suite d'un rapport de Ramos pour la majorité du B.P. et d'un contre-rapport de Maurel pour la minorité. On lira plus loin le rapport majoritaire qui a été adopté et la résolution minoritaire qui a été repoussée. Des divergences, découlant de l'avis des deux parties, de celles qui existent sur le plan international ont opposé les rapporteurs et les membres du C.C. qui sont intervenus nombreux dans la discussion. Ces divergences ont touché à peu près tous les points du rapport :

1) L'appréciation de la conjoncture. Alors que la majorité insiste sur le caractère moteur de la pression des masses dans le courant de front unique auxquels les "appareils" ne cèdent que partiellement, la minorité y voit "plus que la pression des masses... la nécessité de réadaptation" des directions. La discussion a dégagé un aspect de cette divergence qui est peu apparent dans les écrits : Pour la majorité la généralisation des luttes est une exigence des masses sur les directions, à laquelle il ne semble pas que le P.C.F. ait accepté de céder, comme l'a fait un moment Frachon. Pour la minorité le mot d'ordre de généralisation a été décidé et est maintenu par les directions du P.C.F. et de la C.G.T. et les masses sont lentes à s'y engager (article de Duparc, Internationale de Juin) par réflexe acquis et du fait de la bonne conjoncture économique persistante. En général la minorité ne retient pas les éléments d'analyse par lesquelles la majorité fonde l'idée que la période est favorable à la réalisation d'un front unique de classe qui devrait être l'axe de notre travail dans nos trois secteurs d'activité et qu'il s'agit d'imposer aux directions en s'appuyant sur la volonté des masses.

2) Les divergences les plus vives concernent l'analyse de la situation du P.C.F. et la tactique à y appliquer. Les deux courants reconnaissent l'importance considérable des changements survenus dans le P.C.F., mais tandis que la majorité voit les mesures prises au XVII^e à Congrès comme un repli stratégique de la direction tardivement obligée de faire face aux secousses de la crise du mouvement communiste mondial et insatisfaite de la politique française du parti, tandis qu'elle marque le caractère fondamentalement droitier et typiquement krouchevien de la nouvelle direction, dont la destalinisation se marque par un réformisme emprunté aux cours les plus droitiers de la période stalinienne ; la minorité considère comme l'essentiel les formules gauches apparues autour du congrès, telle que "période de démocratie véritable de courte durée", "aller plus loin qu'en 1936 et 1945" etc... et y voit le prélude à une politique indépendante à l'égard de Moscou où tendront à dominer les impératifs de la lutte de classes.

3) Divergence aussi au sujet de l'aile gauche du P.S.U., à laquelle la minorité refuse tout avenir alors que la majorité pense qu'elle peut jouer un certain rôle, le vide créé par l'absence d'une formation marxiste révolutionnaire d'une certaine importance (faiblesse de notre secteur indépendant) créant les conditions de survie d'une telle formation centriste de gauche.

- 4) Au niveau des tâches, les divergences sont moins nettes ainsi qu'on en jugera par les textes, la minorité reprenant des thèmes de la majorité; développant les uns, rejetant les autres au second plan. Il est évident que c'est le contenu de la politique à appliquer, bien plus que la manière de l'appliquer qui est en jeu. Il convient de souligner qu'il est mensonger d'accuser la majorité de ne plus faire de l'entrisme dans le P.C.F. son activité essentielle. Dès la rentrée le travail entriste fera d'ailleurs l'objet d'une élaboration beaucoup plus poussée qui ne laissera place à aucune équivoque ni échappatoire.
- 5) L'accent mis par la majorité sur la nécessité du recrutement et sur les possibilités que la période nous en offre, n'est pas relevé par la minorité qui met en doute que la période soit favorable.

La seconde journée de la session du Comité Central à été consacrée à la discussion d'un rapport du camarade Germain (remplaçant le camarade Pierre Frank en mission hors de France) et d'un contre rapport du camarade Lenoir sur la situation de l'Internationale et les travaux du dernier plénum du C.E.I.

Les éléments apportés par le camarade Germain sur la crise de la section Ceylanaise feront l'objet de diverses publications prochaines. Un B.I. international rendra compte par ailleurs des importants progrès de notre mouvement mondial en Asie, en Europe de l'Est et des perspectives encourageantes qu'offre pour nous le développement de la dure lutte de classes en Amérique latine. Le Comité Central unanime a marqué sa solidarité avec la minorité de la section ceylanaise fidèle à la politique de notre organisation mondiale, ainsi qu'au camarade Frias, victime, après Hugo Blanco, de la répression bourgeoise qui sévit au Pérou.

Par contre, la discussion n'a pu dégager aucun progrès dans la recherche d'une solution à la crise internationale. La solution de compromis proposée par la majorité française sur la base d'une composition paritaire de la Commission africaine, a été rejetée par les camarades minoritaires qui s'obstinent à refuser la discipline et à considérer la ligne du 7^{ème} Congrès mondial comme inapplicable dans leurs secteurs de travail, que ce soit à l'intérieur du P.C.F. ou en Afrique. De ce fait, la tentative de conciliation de la majorité française est parvenue dans une impasse, et il n'y a plus désormais de solution à la crise que dans l'exécution des décisions du C.E.I.

La majorité du C.C., adoptant les propositions du S.U. de Congrès mondial à la fin 1965, préparé par une discussion intérieure d'un an commençant au début de 1965, clos maintenant la discussion internationale soulevée par la minorité. D'ici à la fin de l'année, la résolution adoptée par le C.C. sur les tâches dans la période de lutte pour un front unique de classes doit être appliquée par tout le Parti avec discipline et décision.

Le secrétariat du B.P.

SESSION DU COMITE CENTRAL DES 27 et 28 JUIN 1964

Présents : Arnold - Audran - Berry - Cadot - Dumas - Eric - Lenoir - Maurel (1ère journée) - Michard - Privas - Ramos - Robert (2ème journée) - Sandor.
Suppl. Alfred - Claus - Colotte - Luisant.

Comm. contrôle : Bruno.

Excusés : Ivin (congé) - Max (autre tâche) - Pierre (mission à l'étranger) - Maurel (2ème journée) - Robert (1ère journée) - Laurent (empêchement professionnel)
Comm. contrôle : Anselme

Absents : Suppl. Jean - Masson .
Comm. contrôle : Dunot

Ordre du Jour : 1) La situation française et les tâches/ Rapporteur : Ramos - Contre-rapporteur : Maurel.
 2) Le plenum du C.E.I. et la situation de l'Internationale/ Rapporteur : Germain - Contre-rapporteur : Lenoir.

1°) LA SITUATION FRANÇAISE ET LES TÂCHES

Après discussion, le texte présenté par la majorité du Bureau politique, amendé par le rapporteur a été adopté par :

7 Pour et 6 Contre
 + suppléants 3 Pour et 1 Contre
 Commiss. contrôle 1 Pour -

Rapport majoritaire : Nos tâches dans la période de lutte pour le front unique de classe.

Quand Miterrand dénonce les zig-zag de la politique de Gaulle, il évoque des faits réels, mais ses conclusions sont des contre-vérités. La politique gaulliste peut être faite d'improvisations tactiques constantes, elle se brode sur une stratégie qui est malheureusement depuis des années la seule stratégie cohérente que connaisse la France. Contre celle de de Gaulle, il n'y a surtout pas une stratégie de contre-offensive du mouvement ouvrier. Le tournant esquissé conjointement vers le Front unique de la part de la S.F.I.O. et du P.C.F. n'est, dans ses formes comme dans son contenu, pas en mesure de renverser le rapport des forces. Tout le problème pour les marxistes-révolutionnaires est aujourd'hui en France de modifier le contenu, les formes, par là, la dynamique du Front unique, afin qu'il puisse déboucher sur des actions de masse qui ébranlent le gaullisme et précipitent sa fin.

Il est certain, toutefois, que l'année écoulée a vu se préciser les conditions favorables d'un nouvel essor du mouvement ouvrier. Ces conditions se révèlent, tant à l'analyse de la situation générale qu'à celle des différents aspects de la conjoncture.

1) La stratégie gaulliste et l'opposition bourgeoise

Alors que partis bourgeois comme organisations ouvrières traînaient et tergiversaient sans savoir reconvertir leur activité depuis la fin de la guerre d'Algérie et la rupture de la configuration des forces qui en découlait, il semble bien que de Gaulle ait mis à profit cette période pour tenter de donner à son régime l'assise qui lui manquait. Résoudre les immenses contradictions sociales de la France d'aujourd'hui n'est pas plus à sa portée qu'à celle d'aucun autre régime bourgeois, mais il s'est attaqué à leur réduction de façon militaire, en combinant les coups portés dans certains secteurs avec la neutralisation d'autres, avec des satisfactions accordées par ailleurs. La presse d'opposition souligne complaisamment que "tout le monde est contre de Gaulle". Mais une vérité bien plus importante, c'est qu'il n'y a ni front anti-gaulliste cohérent et puissant - tant que le front unique ouvrier n'aura pas pris forme - ni même conjonction de fait des diverses oppositions. Bonapartisme sénile, le régime de Gaulle n'en offre pas moins encore à la bourgeoisie la plus sûre protection de ses intérêts.

Le plan de stabilisation est le type même de la mesure économique-politique bonapartiste dont les résultats sont peu contestables : l'inflation était sinon stoppée, du moins ralentie à la fin de 63. Ceci s'opéra au moindre prix pour la bourgeoisie, et aux dépens des travailleurs. Le blocage net des prix industriels accompagné de menaces et quelques mesures de rétorsion économique (fiscales, de crédit, ou de subventions) touchait peu au profit (souvent assuré par des augmentations préalables au blocage des prix) et faisait au contraire porter la charge par les salaires bloqués beaucoup plus sévèrement, avant que leur équilibre n'ait été rétabli avec les prix en hausse. Ce blocage des salaires, sont les résultats des luttes grévistes, jouant jusqu'ici comme des soupapes de sûreté, ne font que "corriger" les plus criantes disparités, donne à la bourgeoisie comme au pouvoir des garanties pour l'avenir immédiat. De Gaulle garde toute possibilité d'alléger son système de contrôle des salaires et des prix à proximité des élections présidentielles dans la mesure précise où les pressions et les satisfactions lui seront nécessaires. Dans une situation économique où les signes de récession restent superficiels, l'opposition de la bourgeoisie à de Gaulle reste donc également superficielle.

De Gaulle assure mieux la défense des intérêts généraux de la classe capitaliste que son opposition bourgeoise quand il refuse l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, quand il réside au "Kennedy round", et quand il ouvre la porte des marchés des Etats ouvriers.

Par contre, il est clair que lorsque les représentants du CNPF votent contre l'augmentation des crédits de la force de frappe, ce geste très "intéressé" d'Atlantisme ne menace en rien les fondements politiques du régime.

Enfin, l'opposition de la bourgeoisie moyenne aux technocrates planificateurs ne s'identifie pas à l'opposition au gaullisme, celui-ci ayant pris ses distances à l'égard de ceux-là.

L'opposition bourgeoise au gaullisme n'a donc pas sa source aujourd'hui dans la situation économique, mais dans les structures politiques traditionnelles.

Les réformes administrative et municipale

Le mode de gouvernement de de Gaulle a créé son besoin d'un parti de la "fidélité". Mais l'U.N.R. reste peu implanté. On peut même dire que les élections partielles montrent qu'il l'est de moins en moins. Il reste le parti des parvenus et des profiteurs.

En tant que bonapartisme, le gaullisme assure essentiellement les intérêts du grand capital et des margoulin. De là, son conflit politique avec les représentants politiques traditionnels du petit capital et des classes moyennes, surtout rurales.

La "démocratie directe télévisée" complétée par le renforcement des pouvoirs des préfets s'oppose violemment aux structures municipales et cantonales où les "notables" trouvent leur base dans la défense des particularismes. L'atteinte à ceux-ci pour les besoins de la réorganisation économique du territoire est conjuguée à l'attaque contre ces pouvoirs locaux, eux-mêmes base du Sénat, contre de résistance de l'opposition bourgeoise.

De Gaulle s'y est attaqué par les réformes administratives et municipales, et avec d'autant plus de radicalisme que les élections partielles cantonales et municipales avaient pour ses hommes été presque partout des échecs.

Les 21 régions-programme ont chacune un conseil économique et social composé pour un quart de gaullistes, pour un quart de représentants des conseils généraux et pour la dernière moitié de représentants mêlés du patronat, des artisans et autres "professionnels", des agriculteurs et des syndicats.

La réforme municipale triture les départements afin de donner plus de chances aux candidats du pouvoir.

Toutes ces mesures ne manquent pas d'une certaine efficacité, d'où un certain raidissement de l'opposition bourgeoise. Celle-ci finalement a un certain programme commun - non exempt cependant de contradictions profondes qui le fissureront sous la surface comme ce fut le cas tout au long de la IV^e République -

Ce programme dresse, en politique extérieure, l'Européisme politique et l'attachement à l'O.T.A.N. en face de la ligne gaulliste d'isolationnisme politique de la France et d'isolationnisme économique de l'Europe, traitant les puissances anglo-saxonnes en concurrents et pairs. En politique intérieure, l'opposition bourgeoise accepte le "présidentialisme" et n'en refuse que le bonapartisme, voulant rétablir à l'égard du pouvoir présidentiel son contrôle par l'intermédiaire des Chambres. Cela ne va guère au-delà. Toutes les autres questions les divisent. Mais l'on peut dire que certains thèmes d'opposition, telle la critique "cartériste" de l'aide aux pays sous-développés, ne sont que des prétextes, et que, de la négociation sur le "Kennedy round" jusqu'aux problèmes du financement des écoles religieuses, et du statut de l'Information jusqu'à la reconnaissance de la Chine, toute la politique du gaullisme serait reprise par l'opposition bourgeoise si le pouvoir lui tombait dans les mains.

Plus que du gaullisme sans de Gaulle, cette opposition désire du gaullisme sans U.N.R. C'est dire sa fragilité d'autant plus grande que les hommes de la IV^e République sont vomis par les travailleurs qui les connaissent comme leurs vieux ennemis, ayant préparé le terrain à de Gaulle avant de lui céder la place. Cette opposition bourgeoise connaît sa faiblesse qu'elle a pu mesurer dans l'échec du cartel des "non". Elle s'efforce donc de maintenir la dissociation des partis ouvriers traditionnels, de préserver son alliance avec les socialistes et d'imposer par là même au P.C.F., le rôle de force d'appoint purement passif.

Dans cette politique, les "clubs" jouent un rôle nouveau fort important. Ils renouvellent le bagage idéologique des formations bourgeoises par l'élaboration néo-capitaliste. De ce point de vue, ce sont eux qui font du gaullisme de gauche, en rationalisant théoriquement ce que le régime de la V^e a fait pratiquement. Leur technocratie moderniste dissimule son caractère de classe par le verbalisme néo-socialiste, et par la liaison au sein des "clubs" de politiciens bourgeois, de syndicalistes "intégrationnistes" et de socialistes de tendance technocratique. Leur coup de maître a été de choisir le candidat "de gauche" à opposer à de Gaulle, au sein même du Parti socialiste qu'ils pénètrent profondément. Le choix de Defferre, longtemps apparu comme le leader de l'opposition de gauche à Mollet, était à coup sûr judicieux. En s'imposant, grâce aux clubs (et aussi à "l'Express") comme candidat à la présidence de son propre parti, Defferre entravait gravement le cheminement de Mollet vers le Front unique qui lui était apparu, après l'échec du cartel des "non", comme la seule voie de salut pour son parti.

Cependant, "l'opération Defferre" elle-même ne pourrait assurer un certain succès à l'opposition bourgeoise - du moins de sa partie du centre gauche qui accepte Defferre - que si le P.C.F. acceptait de la cautionner. Il est difficile au P.C.F. de le faire, alors que Defferre doit multiplier les gages à ses soutiens bourgeois qui craignent plus le Front Populaire que de Gaulle, et que l'équivoque tenant à son compagnonnage forcé avec Guy Mollet laisse poindre le risque de front populaire à l'horizon. A l'inverse, ce sont les succès de front unique confirmés par l'élection de Lengwy, qui renforcent d'abord le P.C.F. dans sa volonté de ne pas se laisser traiter en force d'appoint, et accroît ses exigences à l'égard d'un candidat du type Defferre. Ce blocage de la situation compromet les chances de l'opposition bourgeoise face au gaullisme, car un candidat du type Frachon aurait les plus grandes chances de rassembler plus de voix que Defferre au premier tour et, de ce fait, de ne pouvoir se désister pour lui. Cette faiblesse fondamentale de l'opposition bourgeoise que les plus savantes manœuvres ne sont pas parvenues à pallier, est un élément important qui doit favoriser l'évolution vers le front unique ouvrier.

2) Tendances et résistances au front unique

La volonté de front unique est plus puissante dans la classe ouvrière que dans le mouvement ouvrier organisé et peut-être moins forte dans celui-ci, sclérosé sur des positions traditionnelles, qu'au niveau des directions qui savent comprendre les leçons que donnent les masses par leurs réactions muettes.

Sur le plan des luttes ouvrières comme sur celui des compétitions électorales, le verdict de la masse travailleuse est sans appel en faveur du front unique syndical et électoral. C'est la pression des réactions de la masse qui s'est imposée à la S.F.I.O., lors des dernières élections législatives, puis s'est imposée au P.C.F. après ses désistements, lors d'élections partielles, au profit de candidats de l'opposition. La relative stabilité économique a restreint les luttes grévistes aux secteurs en régression (mines) ou victimes d'une décentralisation qui combine des objectifs économiques et politiques. Les signes de récession sont restés localisés comme les licenciements qui en ont découlé et qui sont résorbés dans les grandes zones industrielles par un marché du travail sous-alimenté. De ce fait, les luttes les plus déterminées ont été facilement circonscrites par les directions qui trouvaient en elles autant et plus de moyens de pressions politiques qu'elles n'en désiraient. En dehors de ces luttes, du type de celles des mineurs et de Saint-Nazaire, l'action syndicale demeurait limitée à l'objectif de défense du pouvoir d'achat, et par là-même, elle retombait vite à la suite d'accords de compromis.

Toutefois, ces actions limitées dans l'espace ici, limitées dans les objectifs là, ont été des grandes manœuvres dont les leçons serviront au cours des conflits ultérieurs. Le plan de stabilisation met de nouveau les travailleurs à la portion congrue. La possibilité de son allègement que se ménage le pouvoir ne jouera que dans la mesure où le développement économique pourra se poursuivre. A terme, la récession qui s'annonce déjà pour l'automobile, même si son ampleur est limitée, remettra à l'ordre du jour avec acuité la nécessité de la lutte généralisée en front unique. Le fait que Frachon ait, en mars, formulé la nécessité de la généralisation est caractéristique de la profondeur de ce besoin. Cette nouvelle ligne a tourné court. On sait que Frachon est souvent apparu comme le leader syndicaliste français le plus sensible aux besoins des masses, et comme assez hardi pour s'appuyer sur elles. Il se peut donc que l'interruption rapide de sa campagne lui ait été imposée par la direction du P.C.F. qui peut craindre que, la digue ouverte, de grands mouvements mal contrôlables n'inquiètent trop les interlocuteurs de la gauche socialiste et bourgeoise qu'ils veulent rassurer aux fins d'alliances électorales. Mais, par ailleurs, lâcher un peu de pression gréviste peut être un excellent moyen de montrer que le P.C.F. et la C.G.T. sont des forces qu'il faut considérer autrement que comme force d'appoint. Le langage de Frachon doit donc, dès maintenant, être orchestré par nous (comme en son temps son "convaincre ou submerger"), d'autant plus que, repris ou non par son auteur, il rencontrera un écho dès cette année où gouvernement et patronat décident de maintenir plus serré que jamais le blocage des salaires. (3 % d'augmentation annuelle pour 64 contre 8 à 9 % pour 63, alors que les augmentations de prix s'élèvent déjà à plus de ces 3 %).

Ce blocage général des salaires est en lui-même une condition des plus favorables à la lutte généralisée unitaire. Il sera de plus en plus difficile pour les appareils de trouver des prétextes plausibles au refus de l'action commune. La dénonciation des anti-unitaires devra, de ce fait, se faire plus violente que jamais, en distinguant toutefois soigneusement les secteurs unitaires dans les syndicats, fédérations ou confédérations s'opposant à l'unité, de façon à favoriser la dissociation intérieure des courants pour et contre l'unité.

L'apparition de générations nombreuses sur le marché du travail rendra par ailleurs plus sensible le mot d'ordre de réduction de la semaine de travail (retour aux 40 heures sans diminution de salaire, puis semaine de 5 x 7), d'autant plus que le besoin de loisirs est un phénomène réel et nouveau lié aux progrès de la science, de la technique, de la productivité et des phénomènes sociaux dits de "mass media". Nous devons donc accorder la plus grande attention à la revendication du temps de travail comme objectif de luttes généralisées.

La réforme municipale pousse objectivement aussi dans le sens du front unique. Ceci est délibéré; de Gaulle juge préférable d'obliger les électeurs à choisir entre gaullisme et "front populaire", et les politiciens socialistes et du centre-gauche à choisir entre alliance du centre droit et alliance ouvrière. Ce calcul n'est pas faux dans l'immédiat; les soucis électoralistes à court terme pesant plus aux yeux du personnel politique de la gauche que les perspectives à moyen terme.

Cette échéance des élections municipales est une pierre de touche pour la politique du P.C.F. aussi nette que la perspective des luttes grévistes. Si le Parti communiste était sur la voie du redressement que croient certains camarades, il saisirait ces deux occasions : le front unique de classe amorcerait dans des délais sans doute très rapides un renversement total des rapports de force.

Hélas, nous sommes loin du compte, et ce que le P.C.F. prépare comme réponse au défi gaulliste, c'est une "union républicaine" comportant radicaux, "bons" M.R.P., voire, selon l'opportunité locale, jusqu'à des indépendants. Ce qui explique en même temps le refus de préparer des luttes grévistes unitaires et généralisées. C'est dire que le programme de ces alliances sera dépourvu, non seulement d'un net caractère d'opposition de classe, mais surtout, en conséquence, d'une perspective de solution alternative au gaullisme qui seule, pourrait être puissamment mobilisatrice.

Moins que jamais, le but du P.C.F. n'est le chemin de la conquête du pouvoir. L'aveu fait avant toute négociation que le retrait de la France de l'O.T.A.N. n'est pas pour lui une exigence programmatique, montre amplement que sa ligne se situe dans le cadre strict de la coexistence pacifique, sous sa forme actuelle de négociations entre les deux Grands, et que son objectif français est de remplacer le gaullisme par les hommes de la IV^e République, européiste et atlantique; l'insistance mise sur la nécessité de nouvelles structures plus démocratiques n'impliquent que l'éternelle recherche utopique des moyens d'assurer son contrôle sur cette démocratie bourgeoise.

Cependant, comme nous l'avons montré dans la note politique sur le 17^{ème} congrès du P.C.F., les pressions conjuguées de la révolution mondiale et de la crise du mouvement communiste (en particulier de la critique chinoise), oblige la direction du P.C.F. à chapeauter sa politique ultra-opportuniste de formules "maximum" empruntées à ses adversaires de gauche (la nécessité de l'alternative socialiste, surtout) dont l'effet sera radicalisateur à terme. Dans le même sens, joue le début de la vie intérieure irrépréhensible qui est un effet de la décomposition du stalinisme. Même dans ses alliances, la direction du P.C.F. devra garder plus de mesure que par le passé. C'est dire toutes nos possibilités dans ce domaine.

Du côté de la S.F.I.O., l'opposition des traditionnalistes (Mollet) et des "modernistes" (Defferre, Brutelle, Jacquet) joue également objectivement en faveur du front unique. Mais bien plus que ces considérations de manœuvres politiciennes, la réaction du corps électoral, surtout dans les régions où la S.F.I.O. garde une clientèle ouvrière (Nord, Midi rouge) pousse au front de fait.

Le P.S.U. a subi au cours de l'année écoulée une mutation décisive qui laisse prévoir sa dislocation. Son regroupement-division en deux ailes a précisé les contours de celles-ci. Sa direction droitière a pris nettement conscience d'elle-même dans sa lutte contre l'aile gauche comme dans ses échecs extérieurs (y compris l'effondrement de France-Observateur). C'est elle qui donne sa forme la plus achevée au social-technocratisme, et sa tendance profonde est de se fondre en un grand parti "néo-socialiste", avec l'aile moderniste de la S.F.I.O. (ou de rentrer dans celle-ci, gagnée par l'aile moderniste) et les clubs. De ce fait, le P.S.U., en tant que parti englobé dans la "famille socialiste non communiste" a perdu, avant de l'avoir gagné, l'autorité qu'aurait pu lui donner la ligne de "front socialiste" conçu comme un front de classe que la direction du Parti a repris à son aile gauche, à titre d'alibi. Quant à cette aile gauche, son orientation correcte sur le front unique risque de n'avoir qu'un effet limité pour trois raisons : 1) elle a beaucoup tardé à développer publiquement sa politique propre, 2) ses forces militaires sont limitées, 3) le P.C.F. se méfie d'elle parce qu'il reconnaît en elle le reflet du visage de ses opposants. Cependant, malgré ses limites, l'aile gauche du P.S.U. jouera un rôle non négligeable à la réalisation du front unique.

3) Nos tâches

Cette situation implique pour nous de grandes responsabilités et des possibilités également considérables. Nos trois secteurs doivent entrer en action d'une façon plus concertée que par le passé, et peuvent se consolider mutuellement.

1^o) Secteur entristé dans le P.C.F.

Plus que jamais, le secteur essentiel reste le secteur entristé dans le P.C.F., les J.C. et l'U.E.C. Nous devons secouer la léthargie qui s'est emparé de ce secteur de travail. Un entrisme plus dynamique y est possible aujourd'hui. Il est possible qu'une des raisons de notre immobilisme ait été le sentiment d'un rapport de forces par trop défavorable, mais ceci tient à une fausse ou à une absence de conception stratégique de l'entrisme. Notre but n'y est pas une conquête lente et graduelle de la totalité de ce parti, cellule par cellule, mais la constitution d'un courant de fond capable d'entraîner toutes les forces vives du P.C.F. au travers d'une somme de luttes et d'expériences. Ceci exige donc d'abord trois objectifs tactiques : 1° se mettre en état d'engager ces luttes et de diriger ces expériences, c'est-à-dire conquérir les postes syndicaux et politiques qui permettent une initiative (bien entendu, cela signifie de s'être "intégré" au préalable, mais aussi cela suppose le refus des tâches qui ne débouchent sur aucune possibilité d'initiative politique. 2°) une montée dans l'appareil qui implique rigoureusement pour nous la conquête préalable d'une base, et non pas la séduction des hommes d'appareil par une feinte docilité. 3°) l'extension de notre fraction (car la loi du levier ne permet cependant pas de lever une pierre d'une tonne avec une allumette) comportant forcément des prises de risques, qui doivent être calculées et réparties en fonction des perspectives propres à chaque camarade.

Le caractère encore inorganique des courants de fond et des tensions de mécontentement, ainsi que le renouveau de l'anti-trotskyisme, joints au grand nombre des groupes d'opposition très embryonnaires, nous font repousser dans l'immédiat la structuration et l'affirmation d'une fraction nationale sur notre ligne. La période actuelle permet toutefois la constitution de groupes oppositionnels restreints au niveau de la cellule, de la section ou de la ville, ou la constitution en oppositions de certains organismes tout entier.

La base politique de constitution de ces groupes ne sera pas notre propre plate-forme et pourra varier selon le lieu où ils se formeront en fonction des cause même de l'apparition d'un mécontentement et d'une opposition. Le point de départ politique de tels groupes peuvent être aussi bien la volonté de plus de démocratie et le refus de l'alignement automatique sur Moscou (en gros, ligne italienne) que le refus des "voies pacifiques" et des compromis de classes (en gros, ligne chinoise). Notre supériorité de trotskystes en ce domaine est que chacun des points de départ - opposés pour les pro-chinois ou pro-italiens 100 %, de même, bien souvent, que pour les intéressés eux-mêmes au départ - ne sont pour nous qu'un aspect partiel de ligne juste qu'il s'agit de reconstituer à partir de l'un ou l'autre de nos fragments. Ce qui ne signifie pas que l'importance de ces diverses parties soient de même valeur, les éléments politiques sont, bien entendu, plus importants que les éléments formels.

Nous disputerons ces groupes à l'influence et à plus forte raison à la sphère d'organisation des "oppositions" violemment antitrotskystes (groupes "Le Communiste", "Révolution", "Voie communiste"), mais nous ne nous exposerons pas, au contraire, à leur affiliation à "Unir", la seule opposition disposant d'une certaine influence et qui ne soit pas artificielle, dont nous devons utiliser les canaux et la presse, de façon plus large et plus systématique, sans nourrir d'illusions quant à ses possibilités de développement et d'évolution.

Les groupes locaux d'oppositionnels que nous rassemblerons ou contribuerons à rassembler seront voués à la sclérose et à la disparition, s'ils ne deviennent pas, par nous, l'outil d'une action extérieure au travers des organismes réguliers du Parti communiste.

La ligne unique à impulser maintenant à toute leur activité est celle de la réalisation de front de classe (P.C.F. - S.F.I.O. - P.S.U. - Syndicats) sur tous les terrains, pour la lutte généralisée, pour battre de Gaulle en même temps que son opposition atlantique, pour un programme commun qui ait un contenu de classe et dont la dynamique soit "transitoire". En fait, ces groupes doivent tendre à devenir la direction légale, ou clandestine de fait, du parti communiste dans les secteurs qui relèvent d'eux. Ils seront ainsi le modèle le plus élevé de l'activité qui sera également celle de nos camarades isolés, sans se cacher de ce que l'application d'une telle ligne organisationnelle a de

délicat, en particulier du fait de la méfiance des militants du P.C.F. à l'égard du "fractionnisme".

Nous devons, dans les plus brefs délais, puis par une mise à jour permanente, fournir à nos camarades entristes les éléments d'accrochage que fournit, par son ambiguïté, la politique du P.C.F., afin que leur poussée à gauche s'appuie le plus possible sur l'interprétation unilatérale du langage démagogique et des textes officiels.

Les autres axes d'activité que l'on peut trouver dans le P.C.F. (et qui peuvent devenir prioritaires à certains moments ou pour certains milieux) : comités de paix, de l'A.S.F.A., etc. sont dans la situation présente bien plus des milieux où nous agissons par l'influence propagandiste de nos idées, que débouchant sur une évolution en profondeur de la classe. Toutefois, nous devons accorder une attention vigilante et être au premier rang : a) des manifestations et marches anti-atombiques; b) de toutes les activités de popularisation de la révolution algérienne, et surtout des délégations ou "brigades" de travail éventuel en Algérie; c) de toutes les activités de popularisation et de défense de la révolution cubaine.

Le regroupement d'organismes oppositionnels permet de ménager un palier pour les militants communistes en évolution vers le marxisme révolutionnaire. Ce palier est aussi pour nous un banc d'essai où nous devons sélectionner les plus avancés et les meilleurs militants pour les amener à l'Internationale. Ces groupes sont aussi les démultiplicateurs indispensables qui corrigent le rapport de forces très défavorable entre l'appareil et nous.

Dans l'U.E.C. où, à l'échelle de l'organisation centrale, existe l'organisation du type décrit ci-dessus, il s'agit maintenant d'une dure bataille défensive-offensive tendant à élargir la gauche, à élever sa conscience, et à faire passer ce combat de l'U.E.C. aux J.C. en retournant contre l'appareil sa manœuvre d'étouffement de la gauche par la dilution dans une organisation plus vaste et plus contrôlée.

Le premier stade, défensif, de la lutte permet une démonstration du caractère bureaucratique anti-démocratique de l'appareil du P.C.F. Elle peut nous coûter des militants bien implantés, et de ce fait, nous devons mûrement réfléchir les actions de chacun de nos camarades. Il ne s'agit pas, en effet, actuellement d'une lutte sans espoir, où il faut faire une belle fin claironnante, mais du passage en ordre d'une position avancée à une position d'abord plus difficile, mais à échéance pleine de promesses. L'offensive du P.C.F. est d'ailleurs rendue plus délicate du fait de la contradiction qu'elle révèle avec ses affirmations de renouveau démocratique.

Pour la défensive, nous devons marteler cette vérité qu'aucun "centre bureaucratique" n'est à la gauche d'une "droite politique communiste". Ceci fonde la légitimité de l'alliance "gauche-italienne" au sein de l'U.E.C. contre les kroutchevians, en isolant dans la gauche les sectaires chinois du groupe Triaud.

A l'U.E.C. plus encore qu'au P.C.F., et plus vite, nous devons renforcer la fraction trotskyste, en vue de faire face plus solidement à l'offensive et de réagir ensuite à la dilution découlant des mesures d'appareil. Nous devons tout tenter pour que l'alliance "gauche-italiens" l'emporte au congrès de l'U.E.C., mais, en tout état de cause, nous attaquer désormais aux J.C.

Dans ce combat, en un tel milieu, l'activité idéologique doit prendre une très grande place (groupes de sympathisants, cercles). Trop de militants entristes dans les organisations communistes sont aujourd'hui passifs. L'activité de tous doit être revue en fonction des tâches ci-dessus définies, et un contrôle serré et régulier devra être effectué par la commission formée à cet effet par le B.P.

2°) Secteur entriste dans le P.S.U.

Nos militants entristes dans le P.S.U. occupent maintenant presque tous des postes stratégiques au sein de la tendance de gauche. Cette aile gauche vise à la formation d'un grand parti centriste. Certains de ses leaders n'ont pas perdu l'espoir de regagner

la majorité du P.S.U. comme étape transitoire. Cet espoir nous apparaît vain, mais il est certain que l'aile gauche ne jouit pas d'une homogénéité suffisante pour pouvoir se maintenir en tant que formation, si elle choisissait de sortir elle-même du P.S.U. Assez différente serait, sans doute, la situation si la rupture était imposée par la droite majoritaire, au cours du prochain congrès par exemple. Il est vain de s'interroger dès maintenant sur l'avenir que pourrait avoir l'aile gauche obligée de se constituer en force autonome car cet avenir dépend largement de conditions extérieures à elle-même. Une partie de ses dirigeants se retirerait tout d'abord, sinon de la vie politique, du moins de l'activité militante. Mais ces sorties seraient largement une épuratoire d'éléments de la moindre qualité. Notre fraction et les couches de l'aile gauche qu'elle influence représentent une partie importante de ce courant. De ce fait, les divergences apparues au sein de l'aile gauche entre "centristes" et "trotskystes" ont été amorties par le caractère vital de la cohésion des deux extrêmes pour le courant tout entier. Ce serait pour nous un gaspillage considérable de forces et d'efforts que de jouer la rupture de ce courant, alors que sa stratégie française immédiate est correcte et qu'il peut jouer un rôle non négligeable dans la lutte pour le front unique de classe (front socialiste des travailleurs). Il est clair que nous ne devons pas vouloir imposer à l'aile gauche du P.S.U. de reprendre à son compte l'ensemble de notre politique. Cependant, l'avenir prochain de ce regroupement centriste de gauche dépend dans une grande mesure de l'amature que nous lui donnerons. Notre objectif immédiat doit être en son sein de consolider notre fraction afin 1°) d'empêcher des opérations d'élimination des trotskystes qui voueraient ce courant au marais et à la dissolution; 2°) de pouvoir influencer toutes ses régions et secteurs d'activité (particulièrement entreprises, étudiants et jeunes en général) afin de pouvoir, au moment des échéances, peser sur les choix ou entraîner vers nous le plus grand nombre possible de militants. Sur le plan de notre action à plus long terme au sein de ce courant, nous devons mettre l'accent maintenant, avec patience, sur notre conception de la stratégie de construction du parti révolutionnaire de masses, et poursuivre notre combat contre les éléments anti-communistes qui tendent à freiner l'évolution de l'ensemble du courant.

3°) Secteur indépendant

Notre secteur indépendant n'est actuellement pas au niveau de nos besoins, ni par sa masse, ni par son activité. Le trotskysme a été ramené au premier plan de l'actualité par le conflit sino-soviétique et la révolution coloniale. Le discours de Souslov doit, à cet égard, être considéré comme le plus grand hommage rendu par le vice et la vertu: il doit nous persuader de la puissance de nos idées qui font trembler, malgré notre faiblesse numérique, les bureaucraties géantes du monde. Bien entendu, ces faits ne changent rien à notre conception stratégique de construction du parti révolutionnaire en France. Ils doivent du moins nous faire comprendre combien il est urgent d'accroître notre propagande autonome. Cela est d'autant plus nécessaire que les parasites de notre mouvement qui ne pratiquent pas ou ont échoué dans le travail en profondeur s'efforcent de se donner à notre place comme l'expression du trotskysme, et nous discréditent par la caricature qu'ils en fournissent. C'est aujourd'hui dans le secteur indépendant qu'il est le plus aisé de recruter. Une stricte économie de nos forces doit nous permettre de multiplier les cercles et conférences, les assemblées des sympathisants, les écoles couvertes. Nous devons apparaître et former en nous formant nous-mêmes. Nos militants indépendants doivent fournir un gros effort sur eux-mêmes pour devenir des conférenciers et des orateurs instruits, se spécialisant en approfondissant les problèmes. Leur meilleur outil de formation et de travail sera nos publications, et en particulier notre journal "l'Internationale".

Les résolutions déjà prises à l'égard de "l'Internationale" ne sont pas passées dans les faits. Il est nécessaire désormais de faire un gros effort pour notre mensuel.

Le Comité de Rédaction a été élargi. La spécialisation des rédacteurs doit nous permettre d'atteindre un haut niveau de qualité théorique et informative. Nous devons faire appel davantage aux correspondants que nous pouvons trouver dans notre mouvement mondial, ouvrir nos colonnes aussi à nos lecteurs, afin que notre sciloque devienne un dialogue réel de notre mouvement avec l'avant-garde.

Mais le meilleur journal ne sera rien s'il reste invendu. La diffusion de "l'Internationale" doit être notre souci constant. Nous devons organiser une campagne d'abonnements. Tout sympathisant doit devenir un abonné. La vente à la criée doit d'abord être organisée en fonction du rendement. On doit systématiser les ventes à la sortie des réunions et meetings de gauche. Un effort doit être fait pour placer notre presse et nos publications dans nos réunions.

Dans son activité politique, (et en particulier donc, dans le journal), notre secteur indépendant doit orchestrer tous nos efforts dans tous les secteurs. Nos sympathisants connus, mais surtout inconnus, doivent trouver dans notre secteur indépendant et dans le journal l'écho de leur passé en évolution, les leçons de leurs expériences tirées au clair, les prolongements de leurs réflexions, ce que ne peuvent dire nos camarades entristés.

Recruter est pour nos trois secteurs un impératif du moment. La situation n'est pas de celles où les portes ne doivent être que parcimonieusement entr'ouvertes; nous devons les ouvrir largement, en assurant la sécurité par la constitution systématique de cellules de stagiaires que nous nous devons d'apprécier désormais bien plus sur des critères d'épreuves dans l'action que sur des critères abstraits ou formels. Pour résoudre nos tâches, notre organisation doit grandir; nous le pouvons. En avant pour la promotion...

La ligne de la résolution minoritaire a été repoussée par :

	6 Pour	7 Contre
suppléants I	Pour	3 Contre
Comm. contrôle	-	1 Contre

RESOLUTION MINORITAIRE

LE MOUVEMENT OUVRIER

Le mouvement revendicatif, l'impopularité croissante du régime, les résultats électoraux très favorables au P.C.F. ne doivent pas nous faire abandonner l'appréciation que nous avons formulée au XVI^e Congrès (mars 1963) : nous ne sommes encore qu'au début de la remontée du mouvement ouvrier en France.

Cette lenteur s'explique par la prolongation de la conjoncture économique favorable au régime, malgré un certain ralentissement de l'activité économique. Aucun signe avant-coureur sérieux d'un renversement généralisé de la conjoncture n'est à l'heure actuelle perceptible. Cette situation ne nous permet pas d'envisager dans un avenir prévisible le débordement des organisations traditionnelles de la classe. En effet, l'inertie politique de la classe ouvrière, inhérente à la trahison des directions, ne peut plus être soulevée que par des phénomènes objectifs de grande ampleur : crise économique, politique, progrès révolutionnaire à l'échelle internationale.

Par conséquent, plus que la pression immédiate des masses, l'évolution actuelle du P.C.F. et de la S.F.I.O. s'explique par la nécessité de réadaptation rendue nécessaire par :

1) la crise du mouvement communiste international
2) la nouvelle situation en France née de la victoire gaulliste qui, en désorganisant les partis traditionnels de la démocratie bourgeoise, donne une importance accrue au Front unique P.C.F. - S.F.I.O.

3) par la nécessité de trouver de nouveaux rapports avec les masses ébranlées par l'incapacité pratique des états-majors depuis 1946, mais particulièrement depuis 1958.

Dans le P.C.F.

Le XVII^e Congrès est une étape importante de l'évolution du P.C.F. qui s'est manifestée, à la fois, sur le plan du régime intérieur et de l'orientation. Toute une série de considérations et d'idées sans être correctes du point de vue marxiste, marquent également un progrès, en ce sens qu'elles parlent de la proximité relative de la perspective socialiste :

- 1) la démocratie véritable est considérée comme ne devant être qu'une période de courte durée;
- 2) la volonté d'aller plus loin qu'entre 1936 et 1945 est affirmée;
- 3) l'accent est mis sur l'unité avec la S.F.I.O., non seulement pour l'immédiat, mais pour la construction du socialisme. La thèse stalinienne du parti unique est répudiée.

La lutte victorieuse contre le gaullisme est conçue comme devant être le résultat d'une mobilisation sans précédent, et les déclarations de la direction sur la candidature Defferre manifeste la volonté du P.C.F. de ne plus servir de force d'appoint.

Simultanément, dans les formulations où sont réaffirmées "la voie française au socialisme", on ne retrouve plus les termes de voies parlementaires, mais seulement pacifiques. Le projet de statut consacre un paragraphe à la dictature du prolétariat.

Cette inflexion généralisée dès le XIV^e Congrès n'a fait que se renforcer et se préciser depuis.

Il est bien clair que malgré ces changements, la politique du P.C.F. n'a pas changé fondamentalement de nature, qu'il s'agit toujours d'une variété de la politique du Front populaire. Toutes les modifications que nous avons signalées et tous les progrès que nous avons pu constater sont également contrôlés par la direction dont les principaux membres étaient en place du vivant de Staline.

Cependant, il serait erroné, tant du point de vue de l'appréciation de la crise du mouvement communiste que du point de vue de notre intervention, d'insister davantage sur la permanence fondamentale de la ligne du P.C.F. et de son régime intérieur que sur les changements déjà perceptibles.

Certes, le régime du P.C.F. n'est pas centraliste démocratique, il n'a pas de programme de transition, et rien ne nous permet de penser que de progrès en progrès il va retrouver la politique révolutionnaire adaptée à notre époque; mais la déstalinisation ne s'accompagne pas dans le P.C.F. d'un cours plus à droite par rapport à celui pratiqué du temps de Staline.

Avant le XX^e Congrès du P.C.U.S., tous les P.C., en particulier le P.C.F., séparaient et même dans certains cas, opposaient la lutte quotidienne et les perspectives socialistes.

Particulièrement, depuis le XVII^e Congrès, l'accent est mis sur une certaine forme d'intégration de la lutte de tous les jours dans la lutte pour le socialisme. C'est, d'une certaine manière, mais bien sur de façon incorrecte, la notion retrouvée de transition, tout en restant bien au-delà du P.C. italien dans cette tendance.

En raison des rapports de moindre dépendance entre le P.C. de l'U.R.S.S. et le P.C.F., les nécessités de la lutte de classe en France tendront à prendre le pas dans la détermination de la ligne, sur le soutien opportuniste de la diplomatie soviétique.

Ces transformations ne vont pas et n'iront pas sans résistances et sans lutte à l'intérieur de l'organisation, aussi bien dans les sommets qu'à la base.

Les premiers indices peuvent être trouvés dans les discours de Thorez tempérant les critiques adressées au gouvernement gaulliste en raison de ses positions dans le domaine de la politique extérieure, alors que les autres leaders ne les mettent pas en relief.

La S.F.I.O.

La nouvelle situation politique créée par le gaullisme a contraint la S.F.I.O. à prendre du recul par rapport au régime. Deux cours y apparaissent : l'un tente de reprendre à de Gaulle l'électorat petit-bourgeois et fait plus ou moins fi des cadres de son parti. La victoire de cette tendance signifierait une transformation de ce parti, et peut-être sa disparition comme organisation social-démocrate.

Par contre, en réaffirmant le caractère de classe de la S.F.I.O., Guy Mollet montre qu'il comprend mieux que la situation exige pour le parti réformiste de retrouver des forces dans la classe ouvrière.

Il est vraisemblable qu'au travers de la campagne présidentielle de Defferre et à son issue, les rapports de force des deux courants se préciseront. Cependant, d'ores et déjà, la S.F.I.O. confirme sa tentative de rapprochement avec le P.C.F.

Le P.S.U.

Ce parti connaît une crise sans espoir, démontrant sans cesse davantage qu'il est sans justification profonde. Dès lors qu'il ne trouve plus de ciment dans une action possible, il tend à se désagréger. D'une part, le courant néo-réformiste s'associe aux forces de droite de la S.F.I.O. D'autre part, le courant de gauche s'affirme difficilement comme courant autonome. Les uns et les autres s'amenuisent avant de s'affronter à nouveau.

Il n'y a aucun espoir que la gauche puisse constituer une organisation distincte. Pour nombre de ses membres, elle n'a de raison d'être que comme gauche du P.S.U. Son hétérogénéité la rend incapable de vivre de façon indépendante.

NOS TACHES

1) L'entrisme sui-généris n'est pas une tactique issue d'abord de l'isolement et de la faiblesse numérique de la IV^e Internationale. Fondamentalement, cette tactique est l'expression d'une compréhension des modes de développement du mouvement ouvrier. Elle exprime la dialectique entre l'expérience et la pensée qui conduit les militants à structurer ou restructurer leur propre mouvement, leur propre parti. L'entrisme sui-généris réclame des marxistes révolutionnaires, qu'ils privilégient l'expérience, l'action, pour gagner de larges courants ouvriers à la conscience révolutionnaire. Ainsi, au niveau du mouvement des masses, notre effort essentiel doit être de choisir, dans l'arsenal démagogique des directions traditionnelles, les mots d'ordre qui seraient à la fois les plus susceptibles de provoquer les luttes ouvrières et simultanément, de dévoiler le caractère foncièrement conservateur des dirigeants faillis.

D'un autre mouvement de plus faible portée, les marxistes révolutionnaires s'évertuent à répondre aux interrogations des militants les plus avancés, par la théorie communiste la plus développée : le trotskysme. Mais, gagner quelques dizaines de militants de la IV^e Internationale n'est pas pour nous, par une simple addition, le moyen de hâter la reconstruction de l'Internationale communiste de masse, mais plutôt nous permet de mieux assurer l'expérience révolutionnaire des masses militantes.

2) Avec l'approfondissement de la crise du stalinisme, avec les effets plus larges de cette crise dans le P.C.F., les conditions sont meilleures pour notre intégration dans le mouvement des masses, en même temps qu'elle devient plus rapidement nécessaire. La première phase de l'entrisme sui-généris n'est pas terminée pour les membres de notre section, mais seulement ébauchée.

Le P.C.F. montre, à travers des vicissitudes que lui fait connaître sa direction, qu'il reste le parti des secteurs décisifs de la classe ouvrière française, le seul qui joue ici le rôle d'organisateur quotidien des luttes. Par ailleurs, il apparaît plus clairement que le P.C.F., malgré la contra-

diction permanente que constitue pour ce parti marxiste une direction vouée à la défense des intérêts de la bureaucratie soviétique, comporte nombre de militants communistes. Cette dernière caractéristique, plus générale que l'exemple français, lui donne une supériorité objective par rapport aux partis sociaux-démocrates de droite ou de gauche, minoritaire ou majoritaire dans leur classe.

Ces deux raisons font qu'en France la naissance du parti communiste révolutionnaire se décidera effectivement dans le P.C.

3) Mais dans les P.C., pour un certain temps encore, l'idée de fraction restera étrangère au plus grand nombre de militants, même oppositionnels. Pour rompre avec la tradition et la pratique du monolithisme, il faudra de nouvelles contradictions dans le mouvement communiste mondial et des oppositions nées d'une lutte exacerbée de classe du pays intéressé.

De ce fait les oppositions auront tendance à se cristalliser dans les structures existantes du parti ou des organisations dirigées par lui. D'autant que la direction bureaucratique se trouvera plus gênée pour lutter contre cette forme de cristallisation. Ceci ne signifie pas que la crise du P.C.F. se résoudra par un affrontement de cellules, sections ou fédérations de diverses tendances. Mais au moins que les nouveaux développements s'habilleront pendant un certain temps des anciennes structures.

4) Dans les conditions actuelles, la hiérarchie des tâches en direction des membres du P.C.F. doit être la suivante.:

a) poursuivre et achever l'intégration des marxistes révolutionnaires dans le P.C.F. et la C.G.T. C'est à dire qu'il est nécessaire que les communistes puissent faire passer dans les faits toute ouverture à portée révolutionnaire démagogiquement incluse dans leurs discours par les bureaucrates dirigeants. Cela implique qu'au préalable les communistes doivent être reconnus comme des militants, des dirigeants effectifs de leur classe. L'ensemble de la section doit s'atteler prioritairement à cet objectif. Faute de l'atteindre dans les délais relativement brefs, nous laisserions échapper les occasions sans cesse plus nombreuses pour préparer la "révolution politique" du P.C.F.

b) élargir les ouvertures libérales auxquelles la direction du P.C.F. se voit contrainte. La transformation de ce libéralisme en démocratie, d'abord au niveau les plus élémentaires des cellules et sections sera de plus en plus possible. Ainsi peut être introduite l'élaboration collective. Dans la présente situation, beaucoup plus qu'une tentative sectaire de formation de tendances structurées, nous devons établir une tradition de démocratie ouvrière. Car l'interrogation, le doute ne peuvent s'installer de façon générale qu'appuyés, éclairés par de grands mouvements anti-capitaliste au niveau de la classe, et non pas seulement du parti. De surcroît, dans les conditions nouvelles et irréversibles pour l'essentiel que nous connaissons, le silence n'est plus une condition majeure de l'intégration. Au contraire, ceux qui montreront qu'ils sont les plus aptes à diriger les luttes et aussi à en définir l'axe politique, acquerront dans le parti un poids accru.

Pour l'établissement d'une élaboration véritable au sein du PCF, des organes comme "UNIR" dont l'authenticité n'est plus contestée, sont d'une utilité certaine, y compris lorsque s'y trouvent exposées les thèses divergeantes des opposants centristes de droite ou de gauche. Le soutien nécessaire à cette publication n'implique nullement la croyance que les oppositions dans le P.C.F. puissent se cristalliser autour de bulletins, dans la phase actuelle du moins.

c) mais le développement inégal de la crise du P.C.F. fait et fera apparaître des noyaux oppositionnels. Dans le milieu ouvrier, où ils seront encore rares, c'est davantage autour de problèmes concrets qu'ils se limiteront dans un premier temps.

Notre effort doit tendre alors à faire prendre conscience du fond politique des oppositions. Dans les milieux intellectuels et semi-intellectuels davantage dominés par les idées, de tels noyaux peuvent apparaître sur des questions politiques. Mais dans ce cas, de tels noyaux se verront assez rapidement condamnés, s'ils ne débouchent pas sur une action concrète s'insérant plus ou moins dans le cadre du parti. Généralement la structuration de ces noyaux doit être abordée avec prudence. Le plus souvent, elle devra se faire dans le cadre des organismes du parti ou du syndicat, parfois et plus temporairement dans des organisations parallèles, comme ce fût le cas de l'A.S.F.A., avant que le P.C.F. ne tourne face à la révolution algérienne. Mais ces structures doivent être adaptées aux besoins spécifiques de chaque milieu. Les liens à l'échelle nationale ne peuvent exister encore qu'avec de rares militants. Pour ceux-ci, il faut examiner l'opportunité dans chaque cas précis de faire connaître sa qualité de trotskyste. Il faut s'entourer des plus grandes précautions dans cette démarche. Mais cette attitude est un des moyens de soulever la suspicion que fait naître l'entrisme sui-généris, au moins dans les milieux intellectuels qui connaissent plus ou moins cette tactique.

Il nous faut d'ailleurs rechercher les formes d'une collaboration suivie avec les noyaux de gauche qui apparaissent, sans avoir le souci de les amener rapidement à nos positions; ce qui ne peut se faire valablement que par une expérience commune prolongée.

d) les thèmes politiques subiront dans notre activité la fragmentation persistante des milieux et noyaux oppositionnels. Néanmoins, le conflit sino-soviétique, la campagne présidentielle de Defferre, la politique de généralisation des luttes de la C.G.T. devraient constituer la source des débats politiques et pour les deux derniers cas, des actions nécessaires. Dans notre recherche d'alliance, nous ne ferons pas de la position pour l'une ou l'autre partie dans le conflit sino-soviétique, le critère majeur. Avec les éléments pro-chinois, nous manifesterons notre accord dans les formes appropriées selon les circonstances avec certaines des déclarations chinoises, mais nous ne manquerons pas de mettre en évidence les reculs marqués par les dirigeants chinois sur leurs déclarations antérieures. Surtout, nous soulignerons qu'un choix est nécessaire entre la volonté révolutionnaire qu'exige notamment un abord non sectaire des faits réels et le recours à une série de théories et pratiques staliniennes. Avec les Kroutcheviens de gauche, nous devons chercher à mettre en évidence les raisons de l'apparition du courant Kroutchevien dans la bureaucratie soviétique et les limites congénitales de ce courant.

e) la phase actuelle de notre travail dans l'U.E.C. arrive à sa fin. Ne trouvant plus de moyen pratique d'expression, les oppositions se fragmentent. L'alliance nécessaire des anti-staliniens de droite et de gauche ne peut plus résister longtemps à la pression thorézienne. Mais par ailleurs, la fermentation politique continue, notamment en province, et la gauche tend à apparaître comme la seule force réelle d'opposition. Aussi, il est nécessaire d'une part d'affirmer les thèmes de la gauche.

- l'U.E.C. est une école où les diverses tendances communistes doivent se confronter démocratiquement.

- les militants U.E.C. doivent sans sectarisme (U.N.E.F.) être les protagonistes de l'alliance des forces progressistes du milieu étudiant, et promouvoir pour

pour ce faire un programme unitaire (allocation pour tous)

- l'U.E.C. ne peut être un petit parti, l'unité de la jeunesse communiste est souhaitable, mais cela ne peut signifier ni le suivisme politique, ni la mise en tutelle de l'Union.

- de préparer par ailleurs le transfert d'une partie des militants U.E.C. vers d'autres activités, tout en maintenant, autant que faire se peut, des pôles de résistance. Dans la prochaine étape, c'est sans doute de ceux-ci et sur le niveau atteint maintenant que la lutte politique reprendra.

f) le travail dans le P.S.U. a toujours été considéré par nous comme subordonné à la tactique générale d'entrisme sui-généris.

Il est maintenant nécessaire de préparer les éléments les plus ouverts, à nous rejoindre. Pour cela, sans rompre les cadres existants (tendance) il faut que des membres de la gauche dans la forme adaptée développent les idées suivantes :

- la formation du parti révolutionnaire de masse passe prioritairement par le P.C.F.

- la meilleure façon pour les révolutionnaires du P.S.U. d'accélérer ce courant dans l'étape actuelle est de développer un véritable front socialiste.

- simultanément, de se présenter comme des communistes prêts à entrer globalement au P.C.F., dans la mesure où celui-ci reconnaît effectivement le centralisme démocratique.

Seule une telle ligne peut permettre aux meilleurs éléments de comprendre notre politique à une échéance relativement brève, lorsque s'achèvera la dissociation du P.S.U.

Le CC du PCI envoie son salut fraternel au Camarade I. FRIAS en l'assurant de toute sa solidarité au moment où il est frappé par la répression. L'emprisonnement effectué par la réaction bourgeoise pro-impérialiste de Belaunde montre clairement que le camarade FRIAS comme toute la section péruvienne, à l'exemple du grand leader péruvien Hugo BLANCO, s'est placée résolument sur la voie de la révolution des paysans et des ouvriers contre la dictature bourgeoise péruvienne. Les trotskystes français sont aux côtés des trotskystes péruviens comme I. FRIAS et Hugo BLANCO, et feront leur devoir de solidarité prolétarienne pour obtenir leur libération des geôles bourgeoises du Pérou.

Adopté à l'unanimité.

RESOLUTION SUR LA SCISSION DE LA SECTION CEYLANAISE

Le Comité Central de PCI, après audition d'un rapport sur l'évolution politique récente à Ceylan et sur la scission intervenue dans la section ceylanaise de la IVème Internationale, par suite de la décision de participation au gouvernement bourgeois de Mme BANDARANAIKE :

- Approuve la mesure d'exclusion prise par le S.U. à l'encontre des trois ministres du L.S.S.P. qui ont choisi de siéger dans un gouvernement bourgeois qui s'oppose aux revendications des travailleurs des villes et des plantations;
- Affirme son appui à la minorité de la section ceylanaise qui a combattu énergiquement la participation ministérielle et qui s'est séparée d'une majorité, s'engageant dans la voie de la collaboration de classe avec la bourgeoisie;
- Mandate le bureau politique d'exprimer notre solidarité à la nouvelle section ceylanaise de la IVème Internationale.

Adopté à l'unanimité.

AMENDEMENT PROPOSE PAR LA MINORITE

Tout en regrettant le caractère insuffisant de la lutte de la direction internationale contre la direction droitière de Ceylan. 6 pour, 7 contre.

Rejeté.

AUDRAN

RESOLUTION : POUR L'UNITE DE L'INTERNATIONALE

Le CC du PCI, aux termes de la discussion sur les travaux de la dernière session du CEI, réaffirme la volonté du parti de tout faire pour préserver l'unité de l'Internationale, gage de la force et de l'audience du trotskysme.

Soumet à cet effet aux camarades d'Alger et au S.U. les propositions suivantes en sollicitant une réponse dans les meilleurs délais.

- 1 - La commission africaine sera composée d'un nombre égal de camarades minoritaires et majoritaires. Son responsable sera un membre de la majorité dont la voix sera prépondérante pour décider de toute expression publique ayant trait au conflit sino-soviétique, à la crise du mouvement communiste international et aux questions tranchées par le dernier Congrès mondial.
- 2 - "Sous le drapeau du Socialisme" paraîtra sous la responsabilité de la commission africaine dans les conditions fixées ci-dessus.
- 3 - Le congrès mondial de l'Internationale devra être réuni avant la fin de l'année 1965. La discussion préparatoire sera ouverte au début de 65. La minorité participera à l'organisation de la rédaction du Bulletin intérieur.
- 4 - L'accord sur les points précédents entraînera l'engagement par la minorité à renoncer à exprimer publiquement des positions contraires à l'orientation arrêtée par le dernier congrès mondial, et de cesser la publication de bulletins ou de circulaires fractionnels.

rité seront levés automatiquement du fait de la réalisation du présent accord.

Titulaires : 7 pour, 6 contre

Suppléants : 3 pour, 1 contre

Commission de contrôle : 1 Adopté.

RESOLUTION SUR LA SITUATION DANS L'INTERNATIONALE

Le CC du PCI constate que la situation à l'intérieur de l'Internationale continue à se détériorer en raison du refus obstiné de la minorité de respecter l'orientation définie par le dernier Congrès mondial.

Attire l'attention des camarades de la minorité sur le fait que leur violation délibérée du centralisme démocratique met en danger l'unité de l'Internationale et tend à saper ses fondements mêmes. Le droit que s'arroge la minorité d'exposer publiquement des positions contraires à la politique arrêtée démocratiquement par le Congrès mondial constitue un encouragement à une expression publique indépendante de tout courant ou de toute section de l'Internationale.

La forme de travail fractionnel adoptée par la minorité qui tend à constituer une double direction de fait à l'intérieur de l'Internationale, ne peut que conduire à la scission. Le travail fractionnel n'est justifié ni par des divergences politiques irréductibles qui ne permettent pas la cohabitation dans une même organisation, ni par l'existence d'une direction internationale bureaucratisée interdisant une libre confrontation politique et enfreignant délibérément les règles du centralisme démocratique.

La scission de l'Internationale se solderait par l'affaiblissement et le discrédit du trotskysme, et ne profiterait qu'aux ennemis de notre mouvement. C'est pour cette raison que le Congrès extraordinaire du PCI a fait appel à tous les camarades pour "œuvrer dans le sens d'une détente, d'une normalisation des relations entre les tendances."

Le CC déplore que tous les camarades du parti français qui ont adopté ce texte ne se soient pas conformés à ses recommandations et n'aient pas contribué à le mettre en application.

Tout en comprenant la justification des mesures de suspension adoptées par le CBI, le CC regrette cette décision qui ne favorise pas la recherche d'un règlement de la crise interne et offre un prétexte à la minorité d'intensifier ses menées fractionnistes.

Le CC réaffirme sa volonté de déployer tous les efforts pour préserver l'unité de l'Internationale, lance un nouvel appel à tous les camarades pour s'associer à cet effort, et conjure les camarades minoritaires de se reprendre et de comprendre que seule la loyale application du centralisme démocratique peut être la base de la normalisation des rapports intérieurs entre majorité et minorité.

Titulaires : 7 pour, 6 contre

Suppléants : 3 pour, 1 contre

Commission de contrôle : 1 pour Adopté.

RESOLUTION DE LA MINORITE SUR LA SITUATION A L'INTERIEUR DE L'INTERNATIONALE

1 - Le CC du PCI condamne la suspension prise contre la minorité du CBI au dernier plénum. Cette mesure porte la marque d'une orientation scissionniste de la majorité contre la tendance marxiste révolutionnaire, aile marchante de l'Internationale. Le soi-disant "révisionnisme pabliste" n'est qu'une invention calomnieuse de la part d'une tendance sectaire et opportuniste qui ne veut pas comprendre la nouvelle réalité internationale et se refuse toujours à intégrer les principales forces de l'Internationale dans la Révolution Coloniale et les processus de la déstabilisation.

Le CC du PCI témoigne toute sa solidarité aux membres de la minorité suspendus du CBI, approuve en particulier les résolutions recherchant un accord pour la collaboration avec la majorité, réclame leur réadmission au CBI et au SU, avec tous leurs droits, sans diktats de la majorité du SU.

Le CC du PCI demande que le CBI convoque le Congrès mondial dans les délais statutaires, et ouvre la discussion neuf mois avant dans les organes publics de l'Internationale.

2 - Le CC du PCI affirme sa solidarité avec la Commission africaine désignée après le Congrès mondial. L'assure de son soutien complet dans son travail au sein de la Révolution Africaine et Algérienne en particulier, et la félicite des progrès qu'elle a déjà effectués.

Le CC du PCI dénonce la mesure prise par la majorité du CBI à l'encontre de la Commission Africaine qui en fait torpille le travail de celle-ci. Demande au SU d'accepter la résolution minoritaire du CBI, de placer le centre à A. ou d'y placer davantage de cadres internationaux, afin de profiter à plein des possibilités révolutionnaires offertes dans toute l'Afrique et en particulier en Algérie.

3 - Le CC du PCI décide de mobiliser le Parti pour la diffusion et le soutien politique et matériel de la Revue de la Commission Africaine "Sous le drapeau du socialisme".

Demande que le SU lève l'ostracisme qui frappe cette revue dans les rangs de notre mouvement et reconnaisse la valeur de "Sous le drapeau du socialisme" comme outil essentiel de la pénétration des idées de la IVème Internationale pour le regroupement idéologique de l'avant-garde de la révolution coloniale.

Titulaires : 6 pour, 7 contre
Suppléants : 1 pour, 3 contre
Commission de contrôle : 1 contre

Rejeté.